

N°283 du 08 Mai 2014 / Prix : 250 F CFA / 7^{ème} année

CHRONIQUE

de la Semaine

Hebdomadaire d'informations générales, d'Analyses et de Publicité

FAIT DIVERS

Un sorcier négatif

P.4

Togo Télécom P8

OFFRES ILLIMITÉES ET BAISSSES A GOGO!

P.8

La liberté politique une réalité sous Faure Gnassingbé :

Opération de charme de l'ANC sur toute l'étendue du territoire national

P.3



Jean-Pierre Fabre et sa délégation heureux de sillonner le fief du parti UNIR



Dans son message à la nation à l'occasion du 27 avril

Le chef de l'Etat engage les Togolais de tous horizons dans une union sacrée pour la croissance économique

P.3

Bolloré s'investit dans le social

Le groupe lance Blue line et crée Blue zone

P.5



Dévoilement de l'enseigne de la BluZone

Amélioration des conditions de vie des travailleurs togolais :

Le gouvernement dans l'attente de la réaction des syndicats pour débloquer la situation

P3&4



WEEK-END K'DO

Profitez des appels illimités ce week-end

Tapez vite 887*1*7# ou 887*6*17#

0F/min sur tous vos appels vers TOGO TELECOM toute la journée du samedi et dimanche.

Offre réservée aux clients illico

Infos : 112

Coût de souscription : 500F

RDV la semaine prochaine pour d'autres surprises !

Adresse : 63 Rue Bekpo, Tokoin Ouest. 15 BP: 82 Lomé - Togo - Tel: 23 20 92 75 / 90 01 21 69 - Email: essodom68@yahoo.fr

NRVch.

Edition 2014 de la journée mondiale de la liberté de presse : L'UJIT invite les médias à contribuer à l'agenda post 2015

La traditionnelle célébration du 3 mai, journée mondiale de la liberté de presse, a été encore respectée cette année. Couplée avec la sortie officielle du nouveau bureau de l'Union des Journalistes Indépendants du Togo (UJIT), cette célébration a été différée au 06 mai, en vue de permettre à la première femme secrétaire générale de l'Union, Patricia Adjisséku, de bien s'installer dans son fauteuil. C'était en présence du président de la Haute Autorité de l'Audiovisuel et de la Communication (HAAC), Biossey Kokou Tozoun, du représentant du ministre de la Communication, des Arts, de la Culture et de la Formation Civique, M. Sogoyou Kéguéwé, du président de l'Observatoire Togolais des Médias (OTM), Augustin Sizing et des journalistes.

La célébration cette année du 3 mai a été particulière. Et pour cause ; c'est une dame qui est désormais aux commandes de l'UJIT pour un mandat de deux ans. Rassemblés à la Maison de la Presse le 06 mai dernier pour la circonstance, les professionnels des médias se sont réjouis d'avoir une dame à la tête de l'Union en ce moment même où la profession veut franchir un pas important dans sa redynamisation.

Le président de la Haute Autorité de l'Audiovisuel et de la Communication (HAAC), Biossey

Kokou Tozoun, a relevé le caractère particulier de cet événement. "Ce n'est pas tous les jours qu'on assiste à l'avènement d'une femme à la tête d'une organisation professionnelle des médias au Togo. Ceci est un très bon signe pour la presse togolaise", s'est félicité le président de la HAAC avant d'appeler les journalistes à faire davantage d'efforts pour grandir dans cette noble profession, en séparant les "faits des commentaires" et en détachant leurs propres sentiments de leurs articles.



Cette célébration a été également une occasion pour le tribunal des pairs, l'OTM, de faire, à travers un rapport, une rétrospective des douze derniers mois. Une "stabilité" dans le paysage médiatique au Togo, relève le président de l'Observatoire Togolais des Médias (OTM), Augustin Sizing, même si une série de menaces pèse encore sur le travail des journalistes. Bref, "on n'a enregistré ni assassinat, ni emprisonnement de journalistes, des atteintes à la liberté de la presse sont néan-

moins à déplorer", a déclaré Augustin Sizing.

Ce rapport relève une augmentation du nombre des organisations de presse au cours de ces 12 derniers mois, avec la naissance du Patronat de la Presse Togolaise (PPT) et de l'Association Togolaise de la Presse Privée en Ligne (ATOPPEL) ainsi que le retrait du CONAPP de deux associations (CTEP et URATEL).

Relevant les difficultés auxquelles sont confrontés les journa-

listes dans l'exercice de leur profession, la secrétaire générale de l'UJIT, Patricia Adjisséku a fait savoir que, "vouloir exercer le métier de journaliste sous les tropiques, c'est traverser un champ de mine à minuit". Elle a promis que l'UJIT restera "engagée" pour une presse beaucoup plus "libre et professionnelle". Mme Patricia Adjisséku a invité les journalistes à s'inscrire dans la droite ligne du thème de cette année, à savoir : "2014 : La liberté des médias sur un avenir meilleur : contribuer à l'agenda de développement post 2015".

Pour l'occasion, un message conjoint du secrétaire général de l'ONU et de la Directrice générale de l'UNESCO rappelle, au passage, la lourde responsabilité des médias dans le développement des pays malgré les énormes pesanteurs, en matière de restriction des libertés de presse, qui pèsent sur eux.

JPB

Grand meeting de l'UFC à l'occasion du 27 avril

Gilchrist Olympio mobilise ses troupes à la plage

La célébration du 54e anniversaire de l'indépendance du Togo a été marquée par plusieurs festivités à Lomé et à l'intérieur du pays. Dans le cadre de cet anniversaire, l'UFC, le parti de Gilchrist Olympio, a organisé un grand meeting le 27 avril à la plage en face de l'hôtel de la Paix à Lomé. Une occasion pour le président national de ce parti d'expliquer à ses militants les raisons et l'incidence de l'accord signé avec le RPT (Rassemblement du Peuple Togolais).

Des milliers de militants et sympathisants de l'UFC ainsi que de curieux ont bravé le soleil et la chaleur pour prendre d'assaut la

plage, afin de voir et d'écouter leur leader.

"L'alternance, un défi à relever dans la confiance et la paix", pouvait-on lire sur les banderoles.

Le secrétaire général de ce parti, l'honorable Sambiani Djimongou a expliqué que l'UFC a décidé de travailler avec le RPT devenu UNIR (Union pour la République) dans l'intérêt du peuple togolais. Selon lui, cela a permis d'amorcer le relèvement économique et social. Pour lui, la construction des routes, du port et de l'aéroport est une preuve de cette collaboration entre les deux partis. "Quand nous avons signé cet accord, les partenaires économiques sont revenus et ont dit, qu'il y a enfin la paix au Togo".

De son côté, le ministre de l'Environnement et des Ressources forestières, André Johnson, a lancé aux militants, un appel constant à la concorde et au travail. "Dans plusieurs pays, il y a eu des crises mais c'est par le dialogue qu'ils ont pu les résoudre", a-t-il dit, soulignant que c'est ceux qui ont refusé le dialogue hier qui le réclament maintenant. "Que personne ne vous trompe, vous les jeunes ; c'est par le dialogue et le consensus qu'on parvient à résoudre les crises", a-t-il lancé.

"Si vous êtes sortis aujourd'hui, c'est parce qu'il ya la paix. C'est peu à peu qu'on construit notre pays. Soyez patients, les choses iront pas à pas", a déclara-

ré Gilchrist Olympio, en exhortant les militants à éviter toutes insultes et agressions contre les citoyens.

Il est revenu sur les luttes violentes engagées par son parti pour la quête des libertés et du pouvoir et la décision d'une nouvelle option qui a abouti à la collaboration avec le RPT. Le fils du père de l'indépendance a, par ailleurs, précisé les démarches entreprises par son parti dans le cadre des réformes institutionnelles et constitutionnelles.

"Nous avons commencé les discussions pour les réformes institutionnelles et constitutionnelles dont la mise en place d'un comité de suivi pour surveiller la mise en application de ces réfor-

mes", a indiqué le président national de l'UFC qui a déploré la cause de l'échec de ces pourparlers. "Nous avons eu affaire à des hommes avec des ambitions personnelles si bien que nous avons malheureusement perdu".

"Toutefois, les choses vont se mettre en route. Tout compte fait, mieux vaut tard que jamais", espère-t-il, lançant par la même occasion "à nos amis qui se sont égarés de venir se joindre à nous pour qu'on puisse travailler".

"Nous sommes là pour annoncer le changement qui doit venir au Togo", rassure-t-il, avant d'ajouter que son parti reste et demeure le seul chemin pour parvenir à l'alternance pacifique au Togo. "Notre action principale c'est de prendre le pouvoir et de gouverner, et je crois que nous sommes prêts à le faire", rassure-t-il.

Pierre A.

Lutte contre la pauvreté

Le tout premier produit du Fonds National de la Finance Inclusive désormais sur les rails

Grande liesse le samedi 26 avril dernier dans le quartier Cacavéli à Lomé. Et pour cause : le tout premier produit du Fonds National de la Finance Inclusive (FNFI), dénommé "Accès des Pauvres aux Services Financiers" (APSEF) a été lancé par le chef de l'Etat, Faure Gnassingbé au profit des populations les plus vulnérables en présence de plusieurs personnalités et des représentants des institutions de microfinances partenaires du Fonds.

Des femmes ont pu bénéficier sur place des fruits directs de ce lancement en recevant un premier crédit pour entreprendre leurs Activités génératrices de revenu.

Ce produit ambitionne éradiquer la pauvreté au Togo. "Il favorisera en outre une meilleure insertion des femmes et des hommes dans la vie sociale et contribuera à réduire l'exode des populations rurales", a souligné Mme Victoire Tomégah-



Dogbé, ministre du Développement à la Base, de l'Artisanat, de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes, en charge de la mise en œuvre de ce programme.

Le président de la République au cours de la cérémonie officielle a saisi l'occasion pour confirmer l'ac-

cord de partenariat intervenu le vendredi 25 avril entre le FNFI et 18 institutions de microfinance, à travers un appui logistique (voitures, motos et ordinateurs portables).

La veille déjà, une signature de convention de financement entre le Fonds National de la Finance

Inclusive et 18 institutions de microfinance, dans le cadre de mise en œuvre du premier produit du Fonds a eu lieu au siège du FNFI à Lomé.

Les conditions générales du crédit

-Montant maximum : 30.000F aux 1er et 2e cycles ; 50.000F aux 3e et 4e cycles ;

-durée maximale : 6 mois, différé y compris ;

-taux d'intérêt sur le crédit : 5% constant l'an (dont 3% d'épargne stratégique) aux 1er et 2e cycles ; 8% constant au 3e et 4e cycle (dont 5% d'épargne stratégique) ;

-garantie : sans garantie financière ou réelle, seule la caution solidaire du groupe de solidarité est requise ;

-frais d'assurance invalidité ou décès : 0,5% du montant du crédit à la charge du bénéficiaire ;

-droit d'entrée unique : 1000 F par individu à la charge des bénéficiaires.

Pierre Agbanda

CHRONIQUE
de la Semaine

63 Rue Bekpo, Tokoin Ouest
Récépissé n°0338/05/03/08
15 BP : 82 Lomé - Togo
Tél: 23 20 92 75 / 90 01 21 69

Directeur de la Publication

ALIZIOU ESSODINA
90 01 21 69

REDACTION

AGBANDA Pierre
Carole AGHEY
A. KAPO
B. Talom.
Jean-Pierre B.

Imprimerie St Louis
Tirage : 2000 ex.

La liberté politique une réalité sous Faure Gnassingbé : Opération de charme de l'ANC sur toute l'étendue du territoire national Jean-Pierre Fabre et sa délégation heureux de sillonner le fief du parti UNIR

Lorsqu'on entend les journalistes godillots de l'opposition vociférer sur les médias que le Togo n'est pas un Etat de droit, on a l'impression qu'ils sont dans un autre pays où il n'existe pas de partis politiques de l'opposition, ni de médias privés comme c'est le cas dans certains pays de l'Afrique, notamment le Rwanda. La démocratie au Togo est une évidence que vivent les Togolais depuis que le président Faure Gnassingbé a pris les rênes du pouvoir. Et cette réalité, le parti de Jean-Fabre et ses partisans la vivent au quotidien.

Depuis le 03 mars 2014, le président national de l'ANC et une forte délégation de son parti ont entrepris une vaste précampagne sur toute l'étendue du territoire national à la rencontre de leurs

militants. La délégation a commencé son périple par la Région Maritime avant de mettre le cap sur le septentrion, notamment la Région des Savanes. Après les Savanes, la délégation s'est retrouvée dans la Région de la Kara avant d'atterrir dans la Centrale. Partout où la délégation est passée, les militants et des curieux sont sortis pour écouter le message du leader de l'ANC.

" Le régime en place ne s'occupe pas de vous ; pas d'écoles, pas d'eau, pas d'infrastructures adéquates, bref le parti au pouvoir ne se préoccupe pas de votre bien-être ", ainsi s'égosiaient Jean-Pierre Fabre et ses acolytes au cours de leur périple. Seulement voilà : nombreux sont ceux qui sont restés sur leur soif car, ils s'attendaient à ce que les leaders de l'ANC qui ont empoché 240 millions de francs à titre de dédommagement suite à leur

exclusion de la précédente législature, promettent d'entamer quelque chose pour donner la preuve de leur bonne foi. Mais hélas. " Ils ont prononcé de beaux discours en nous promettant terre et ciel sans aucun acte concret; quel crédit peut-on accorder à leurs propos ", s'indignait Morou Goro, cultivateur à Kparatao et militant de l'ANC.

Au demeurant, la tournée de Jean-Pierre Fabre et sa délégation s'est bien déroulée dans une ambiance bon enfant. Même l'import-export des militants (c'est-à-dire le transport des militants d'un point à l'autre pour faire le nombre) n'a suscité aucune réaction de la part des militants des partis adverses.

Il y a encore quelques années, cette tournée devrait connaître des fortunes diverses. Jean-Pierre

Fabre se souvient-il encore des difficultés que lui et les siens rencontraient quand ils tentaient de percer le septentrion lorsqu'il régnait encore sur l'UFC? Des obstructions diverses les empêchaient de tenir leurs meetings ou autres activités politiques.

Aujourd'hui, Jean-Pierre Fabre est heureux de circuler librement sans être inquiété par qui que ce soit. Même, ce sont plutôt ses militants qui se permettent de violenter ceux qui osent critiquer leur leader. Le président du parti PRR, Nicolas Lawson, a failli se faire lyncher par les miliciens de l'ANC juste parce qu'il a osé critiquer Jean-Pierre Fabre. Les journalistes critiques à l'endroit de l'ANC ne sont pas non plus épargnés. Sas Gawou de Radio Kanal FM, Dimas Dzikodo de Forum de la Semaine et Dominique Aliziou de Chronique de la Semaine figurent

parmi ces journalistes menacés par des militants de l'ANC.

C'est regrettable que pendant que Jean-Pierre Fabre et sa délégation circulent librement dans le fief du parti UNIR, leurs militants se permettent de violenter ceux qui critiquent leur parti. Aujourd'hui, l'on découvre que ce n'est plus l'ANC qui est menacé, mais plutôt ceux qui critiquent ce parti et ses responsables.

L'on peut dire sans risque de se tromper que la démocratie a beaucoup avancé au Togo avec la liberté politique garantie pour tous les citoyens et la liberté de presse assurée. Il revient à Jean-Pierre Fabre de discipliner ses miliciens afin qu'ils arrêtent de menacer ceux qui sont critiques envers leur parti et leur dirigeant. Ainsi la démocratie Togolaise va se porter encore mieux.

Dominique Aliziou

Dans son message à la nation à l'occasion du 27 avril Le chef de l'Etat engage les Togolais de tous horizons dans une union sacrée pour la croissance économique

Le Togo a célébré le 27 avril dernier le 54è anniversaire de son accession à la souveraineté internationale. A la veille de cet important événement, et comme de tradition, le chef de l'Etat, Faure Gnassingbé a adressé un message à la nation dans lequel il a abordé divers sujets d'importance capitale comme la sécurité routière, la refondation de notre système de défense et de sécurité, le développement économique, les logements sociaux, la finance inclusive et les réformes politiques.

Avant toute chose, le président de la République a tenu à rendre un vibrant hommage à nos glorieux compatriotes qui sont tombés sur le champ d'honneur pour la libération du peuple togolais. Il a rappelé notre dette de reconnaissance à l'égard de tous ceux qui, par leurs sacrifices, ont forgé notre identité nationale et contribué à asseoir notre indépendance.

2014, année de la sécurité routière

Parlant de la sécurité routière, le chef de l'Etat a exprimé sa compassion aux familles des victimes du terrible accident de circulation survenu à l'entrée de la ville d'Atakpamé et souhaité un prompt rétablissement aux nombreux blessés avant de convier les Togolais à renouer avec les valeurs civiques et notamment le respect, en toutes circonstances, des prescriptions du code de la route. Pour conjurer de tels drames à l'avenir dans notre pays, le président Faure a décidé de faire de 2014 une année de la sécurité routière. " Compte tenu des pertes immenses que nous avons subies sur nos routes ces dernières années et afin de renforcer la prévention à tous les niveaux, j'ai décidé que l'année 2014 soit déclarée année de la sécurité routière dans notre pays ", a-t-il martelé, conviant les usagers de la route tout comme les agents de sécurité à conjuguer leurs efforts pour préserver les vies

humaines, en mettant notre pays à l'abri des drames qui se nouent trop souvent sur nos routes.

Refonder notre système de défense et de sécurité

Evoquant les défis sécuritaires qui se sont malheureusement amplifiés ces dernières années et qui appellent une vigilance de tous les instants à nos frontières comme à l'intérieur du territoire national, le chef de l'Etat a souligné la nécessité pur notre pays de sortir des sentiers battus pour préserver la stabilité que, grâce à Dieu, nous avons restauré et qui est si vital pour notre avenir. " Compte tenu de tous ces enjeux, j'ai donné des ordres aux commandements militaires afin qu'ils engagent une réflexion profonde sur les pistes que nous devons emprunter pour refonder notre système de défense et de sécurité sur des bases nouvelles ", a dit le président de la République, précisant que cette refondation passe par une réforme de grande envergure qui devra déboucher sur une réelle réorganisation complète de nos forces de défense et de sécurité. Selon lui, ce processus permettra à terme de doter nos forces de défense et de sécurité d'une nouvelle architecture et des moyens nécessaires pour relever le défi de l'insécurité sur les mers avec la piraterie maritime mais également le défi du terrorisme international et de la criminalité transfrontalière.

Œuvrer ensemble pour l'avenir de notre pays

Pour bâtir un avenir radieux à notre chère patrie, le président Faure convie les Togolais à des efforts collectifs en vue de la réalisation d'une union partagée de développement. " Je veux, je veux avec vous faire du Togo un pays prospère. Je veux, pour cela, engager les citoyens de tous horizons dans une union sacrée pour l'ancrage de la croissance économique dans l'avenir", a-t-il souligné.

Logements sociaux et finance inclusive, des priorités du chef de l'Etat pour le bien-être

social des Togolais

" En partant du constat que l'accès à un logement décent constitue l'une des bases fondamentales d'une vie sociale épanouie, le gouvernement a décidé de faire de la construction des logements sociaux un axe prioritaire de son action ", a annoncé le Président de la République qui a ajouté que " Des études ont déjà été réalisées et le gouvernement planifie d'ores et déjà la construction de nombreux logements sociaux à partir de 2014 ". Il a précisé à cet effet qu'un site a été déjà identifié pour la construction de 1000 logements, dans le cadre d'un projet pilote qui va démarrer à la fin de l'année 2014.

Abordant le fonds national de la finance inclusive lancé en début de cette année, et qui prend en compte la situation préoccupante de ces nombreux concitoyens ayant du mal à accéder aux services de base, le chef de l'Etat a fait savoir que " Le démarrage effectif, ce matin même, du programme d'appui à l'accès des pauvres aux services financiers témoigne de notre ferme engagement à changer la donne ". "Pour le compte de l'année 2014, ce programme qui est le tout premier du Fonds national de la finance inclusive permettra à 300 000 hommes et femmes vivant dans la précarité, d'accéder au microcrédit, à la petite épargne et à la micro-assurance ", a-t-il ajouté avant d'en appeler au sens de responsabilité des uns et des autres pour que le programme qui vient d'être lancé atteigne pleinement les résultats attendus.

Il a par ailleurs indiqué que l'aboutissement du processus de mise en place de l'Office togolais des recettes (OTR) devrait être accueilli comme un des signes tangibles de l'évolution de la société togolaise. L'OTR, a-t-il dit, constitue, en effet, la dernière illustration en date des avancées que nous réalisons en matière d'efficacité de la gouvernance économique.

Dépassionner le débat pour parachever les réformes poli-

tiques

Face aux enjeux des réformes politiques en cours, le chef de l'Etat invite toute la classe politique à dépasser les calculs partisans et les préoccupations électoralistes immédiates. " Je voudrais inviter chacune et chacun d'entre vous à dépassionner le débat, à ne se laisser guider que par le souci primordial de doter notre pays d'un édifice institutionnel propice à son plein épanouissement ", a-t-il déclaré avant de convier tout le monde " à prendre la juste mesure des efforts qu'il nous reste à consentir pour parachever les réformes dans tous les domaines et engager le Togo sur la voie de la modernité ". Selon lui tout l'enjeu est de transmettre aux générations futures un pays dans lequel elles vivront mieux que nous n'avons vécu avec cette même fierté d'être

Togolais mais aussi des citoyens du monde dont ils seront des acteurs à part entière dans la paix et aussi la fraternité.

Comme on peut le voir, au moment où l'opposition se perd dans des élucubrations et des revendications sans tête ni queue, le président de la République reste résolument engagé dans la concrétisation des chantiers visant le plein épanouissement du peuple qui lui a fait confiance en lui confiant sa destinée. Une mission que le chef de l'Etat entend accomplir avec amour et responsabilité malgré les embûches que dressent sur son chemin les leaders de l'opposition qui n'ont pour seule ambition que leurs propres intérêts.

A. Kapo

Amélioration des conditions de vie des travailleurs togolais :

Le gouvernement dans l'attente de la réaction des syndicats pour débloquer la situation

Lundi 05 mais dernier, gouvernement et syndicats des travailleurs du Togo étaient une fois de plus autour d'une même table pour amorcer la dernière phase des négociations en vue de l'application du statut général de la fonction publique, adopté le 20 janvier 2013 et dont la mise en œuvre ne peut intervenir qu'après un accord entre les deux parties.

Les discussions du lundi dernier entre le gouvernement et les syndicats des travailleurs du Togo, ont porté essentiellement sur la grille salariale de la fonction publique. Au sortir de ces discussions, la délégation du gouvernement composée

des ministres Gourdigou Kolani de la Fonction Publique et Siabi Aglo du Travail, a fait de nouvelles propositions. Un comité technique planche sur deux options de grille salariale. La première est conforme aux capacités budgétaires actuelles de l'Etat ; la seconde entraîne une masse salariale critique de près de 157 milliards de nos francs.

Chose essentielle à retenir, c'est que le gouvernement ne s'y oppose pas à condition que sa mise en œuvre soit échelonnée dans le temps, puisque, comme le dit l'adage, la plus belle femme ne peut offrir que ce qu'elle a.

Mais le statut général de la

Suite à la page 4

1er mai 2014/ Une célébration pas comme les autres au Togo

Contrairement à la façon dont ils célébraient le 1er mai, fête des travailleurs (défilés en blanc, discours et présentation de doléances au gouvernement, réjouissances par secteur d'activités), cette année, les travailleurs ont rompu avec la tradition au profit d'une marche de protestation, histoire d'exprimer tout le mal qu'ils pensent du gouvernement.

Les Centrales syndicales ont donc opté pour la marche de protestation en vue d'exiger du gouvernement la prise en compte de leurs revendications antérieures allant dans le sens de l'amélioration de leurs conditions de travail et de vie.

Au cours d'une conférence de presse tenue la 28 avril 2014 à Lomé, les six centrales syndicales des travailleurs du Togo (la CGCT, la CNTT, la CSTT, le GSA, l'UGSL et l'UNSI) ont fait savoir qu'elles étaient en discussions depuis plusieurs mois avec le gouvernement autour de la prise du décret d'application du nouveau statut général de la fonction publique, mais sans succès. Pour cela, elles estiment qu'il n'y aura pas "demain 1er mai, le défilé traditionnel qui finit par la soumission d'un cahier de doléances à l'exécutif".

Les centrales syndicales ont exprimé leur déception au regard de la réticence du gouvernement à aboutir à un consensus autour de la nouvelle grille salariale qui devrait être annexée au décret d'application dès sa prise.

" Nous étions en discussion avec le gouvernement et nous n'avons pas eu satisfaction sur les revendications que nous avons posées. Ces revendications sont, entre autres, le décret d'application du nouveau statut général de la fonction publique. Et vous savez que pour prendre ce décret,

il faut lui annexer la grille, une grille consensuelle. Malheureusement, nos discussions n'ont pas abouti et c'est ça qui fait que les centrales syndicales sont en train de manifester leur mécontentement. Ça commence par la conférence de presse de ce jour, ensuite demain, nous avons une marche de protestation ", a indiqué Yves Agui Palanga de la CNTT, porte-parole des six centrales syndicales.

" A partir du moment où on ne s'est pas entendu sur cette grille, le décret d'application ne sera pas pris puisqu'on doit lui annexer cette grille consensuelle. Et tant que le décret ne sera pas pris, le nouveau statut reste un document vide. Donc nous avons un document qui ne sera pas utilisé ", a-t-il ajouté.

En lieu et place du traditionnel défilé du 1er mai, les Centrales syndicales, ont décidé de manifester leur mécontentement, à travers la marche de protestation des centrales syndicales est partie de la Bourse du travail pour aboutir au même lieu où une déclaration a été lue.

Les centrales syndicales qui ont refusé de remettre un cahier de doléances au gouvernement ont néanmoins appelé ce dernier à répondre aux attentes des travailleurs de tous les secteurs et des retraités de l'Administration publique :

- en signant le décret d'application du nouveau statut général de la fonction publique ;
- en prenant les dispositions pour la mise en place du conseil supérieur de la fonction publique ;
- en payant sans délai la deuxième tranche de l'allocation de départ à la retraite et en établissant un calendrier pour le paiement du reliquat d'ici le 31 décembre 2014 au plus, sans oublier de prendre en compte les ayant-

droits des pensionnés décédés, et en faisant annuler la suspension de l'allocation de départ à la retraite.

- en payant la pension des retraités au plus tard le 05 de chaque mois ;
- en contrôlant l'application intégrale des dispositions de la convention collective interprofessionnelle dans toutes les entreprises ;
- en accompagnant les partenaires sociaux dans la signature des conventions collectives sectorielles ;
- en aidant les employeurs du confessionnel à trouver des solutions idoines aux préoccupations des enseignants.

Célébration en pompe par le secteur informel

Contrairement aux travailleurs du secteur public, le secteur informel s'est éclaté le jour du 1er mai. La fête a été belle et très mouvementée. Les employés, apprentis se sont retrouvés autour de leurs patrons pour fêter. Une occasion pour les uns et les autres de promettre de nouvelles mesures en vue de l'amélioration des conditions de travail et de vie des employés et d'un meilleur rendement dans leurs structures respectives. Des écoles, buvettes, centres de loisirs et enceintes des sociétés ont servi de cadre à cette célébration. Lomé et ses banlieues étaient très animées jusque tard dans la nuit. La fête était belle. Rendez-vous est pris l'année prochaine pour une autre célébration à laquelle l'on espère que les travailleurs du secteur public prendront part. On apprend aux dernières nouvelles que le gouvernement et les syndicats sont en discussions sur le statut des fonctionnaires. Vivement que les discussions aboutissent.

Pierre Agbanda

Amélioration des conditions de vie des travailleurs togolais : Le gouvernement suspendu aux lèvres des syndicats pour débloquer la situation

Suite de la page 3

fonction publique, adopté le 20 janvier 2013, est en attente d'application, car il nécessite un accord préalable sur la grille salariale.

Notons que déjà le premier

publique, de la valeur indiciaire, et la mise en place d'une assurance maladie pour les fonctionnaires, le ministre John Siabi Aglo n'a pas manqué de relever les contraintes budgétaires auxquelles l'Etat est soumis, ce qui ne lui permet pas de donner une



mai, le ministre du Travail, John Siabi Aglo, a rassuré les syndicats quant à la volonté du gouvernement d'améliorer les conditions de vie et de travail des salariés. Tout en rappelant les efforts du gouvernement, notamment le relèvement du SMIG, des salaires dans la fonction

pleine satisfaction aux doléances des travailleurs.

Pour l'heure, la balle est dans le camp des syndicats qui doivent réagir promptement et raisonnablement afin de permettre au gouvernement de penser aux autres secteurs d'activités, non des moindres.

La Rédaction

Fait divers UN SORCIER NEGATIF

Il y a de ces actes héroïques qui rehaussent ou ternissent la personnalité de leur auteur. C'est malheureusement le cas de notre compatriote, Azator âgé seulement de 28 ans mais revendiquant des exploits. L'homme ne serait arrivé dans le quartier de Fiovi à Lomé que le mois passé. Il est certes Togolais mais il aurait longtemps séjourné en terre béninoise. Selon ses propos, il serait capable de réaliser des actes miraculeux impossibles à un être ordinaire.

Il serait arrivé dans ce nouveau quartier de la ville de Lomé avec une femme et une fillette qu'il présente affectueusement comme étant sa famille. Il aurait consulté nombre de nos compatriotes à qui il aurait prescrit des solutions magiques contre naturellement de l'argent.

Sur cette base, il a été sollicité dans la journée du 1er mai courant pour sauver un enfant qui s'était malencontreusement retrouvé au fond d'un puits. Azator est arrivé sur les lieux une dizaine de minutes après l'appel au secours. Il était, à en croire les témoins, bien armé. Non seulement, il avait autour de sa ceinture une armada de talismans mais aussi, l'on pouvait voir dans ses cheveux des plumes de toutes sortes d'oiseaux, à ses poignets et à ses genoux, des bagues de plusieurs couleurs. Tous les ingrédients étaient donc réunis pour garantir le succès de l'opération pour laquelle notre "héros" était sollicité. Mais quelle n'a pas été la surprise des populations et singulièrement des parents du petit Kossi.

Le pauvre Kossi n'avait que dix ans et déjà, il était au cours moyen deuxième année. Malheureusement, il appartient désormais à l'histoire. Le "pouvoireux" n'ayant pas pu le sauver, il a péri, englouti par l'eau. Devant l'incapacité notoire du sieur Azator, c'est un autre sorcier, un nommé Litour qui a pris sur lui d'aller au fond du puits pour repêcher le corps du malheureux.

Selon le témoin qui a rapporté l'information, lorsque le soi-disant Azator est arrivé sur les lieux, il a d'abord réclamé l'œuf d'une poule qui venait de pondre pour la première fois. Il a laissé entendre que s'il jetait l'œuf dans l'eau et que celui-ci remontait aussitôt à la surface, cela signifierait que l'enfant était encore en vie. Mais même mort, le retour de l'œuf lui donnerait les pleins pouvoirs pour non seulement localiser le petit, mais aussi neutraliser ceux ou celles qui empêcheraient de lui porter secours.

Cette étape s'étant soldée par un échec, notre sorcier était passé à la phase supérieure en demandant de lui nouer une corde autour de ses reins puis de le plonger dans l'eau. Cette opération a failli lui être fatale. N'eut été la promptitude de ceux qui tiraient la corde, il serait mort sous l'eau. Dieu merci, il a été sauvé alors que l'enfant, lui, a trouvé la mort.

Ce triste évènement doit interpeller nos consciences à ne pas jouer avec la vie d'autrui en faisant confiance à n'importe quel marchand d'illusions mais plutôt à prendre les dispositions qui s'imposent pour sa sauvegarde.

A bon entendeur, salut.

B. TALOM

Lumière

LES ENFANTS DE LA LOI

Celui qui a reçu la semence parmi les épines, c'est toujours vous les faux frères. Sachez que les épines, c'est la loi, et les soucis de richesse c'est également la loi. Ce n'est pas la richesse physique comme vous le pensez. Je vous ai dit dans mon 4ème livre intitulé " La marque de la bête "666" " que tous les prédicateurs de la loi ont déjà reçu cette marque parce qu'ils n'ont pas l'esprit de Dieu mais l'esprit de la mort. C'est pour cela qu'ils aiment la mort plutôt que la vie. Quand ils lisent la Bible, ils ne voient rien d'autres que la loi, la mort. Celui qui a reçu la semence dans la bonne terre, ce sont les prédestinés pour le salut, Les Saints. Qui sont ceux qui ont reçu la semence dans la bonne terre? Si nous les vrais apôtres, Saints prêchons le vrai évangile, ceux qui ont reçu la semence dans la bonne terre, demeurent toujours dans la grâce et ne regardent pas à gauche et à droite. Ils ne regardent pas les œuvres. Ils ne s'asseoient pas pour critiquer ou pour murmurer. Ils ne croient à rien d'autre qu'au sang de Jésus. Ils ne regardent pas à l'œuvre d'un homme.

Comment reconnaître ceux qui ont reçu la parole dans la mauvaise terre ? Lisons 1 Corinthiens 9 : 11 : "Si nous avons semé parmi vous les biens spirituels, est-ce une grosse affaire si nous moissonnons vos biens temporels ? Lisons encore 1 Corinthiens 9 : 3, c'est là ma défense contre ceux qui m'accusent. Pour les faux frères, l'argent est un problème, la femme (c'est-à-dire commettre un adultère) est une grosse affaire ; le mensonge est une grosse affaire. Mais la fausse déclaration des douanes, les impôts ne sont pas une grosse affaire tout comme les avortements, la corruption, les outrages, les animosités, les critiques, les jalousies, l'ingratitude. C'est pourquoi l'enfer les attend. Ils aiment accuser les gens, mais ils ne s'accusent pas eux - mêmes et cela est normal puisque leur maître qui est Moïse accuse les gens et les condamne. Or lui-même fait pire. Soyez sûrs, l'obscurité des ténèbres vous attend.

Lisons Ephésiens 2 : 14 - 15 : "Car il est notre paix, lui qui des deux n'en a fait qu'un et qui a renversé le mur de séparation, l'inimitié, ayant anéanti par sa chair la loi des ordonnances dans ses prescriptions, afin de créer en lui-même avec les deux, un seul homme nouveau en établissant la paix".

Ecoutez cette bonne parole chaque lundi de 10heures à 11heures sur radio Carré Jeune (RCJ 103.1 FM)
Frère Koffi : 90213158

16^e session extraordinaire du CIP à Lomé

Les systèmes électoraux des Etats membres au cœur des débats

Du 04 au 11 mai 2014, Lomé abrite la 16^e session extraordinaire du Comité Interparlementaire de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (CIP-UEMOA) sur le thème : " Evaluation des systèmes électoraux des Etats membres de l'UEMOA ". Etaient présents à la cérémonie d'ouverture, le président de l'Assemblée Nationale, M. Dama Dramani, le président du Comité Interparlementaire de l'UEMOA, M. Victor Dangnon, les députés togolais, ceux du CIP et des invités.

Les processus électoraux sont au cœur de la démocratie. Quand ils sont mal gérés, ils sont sources de crises politiques, voire de conflits pouvant



La table d'honneur lors du lancement des travaux du CIP

remettre en cause la stabilité et la paix sociale. C'est fort de cette conviction et afin de contribuer au renforcement des capacités de ses membres que le Comité Interparlementaire consacre sa 16^e session à cet atelier d'évaluation des systèmes électoraux des Etats membres de l'UEMOA. Le but recherché est d'aboutir, à terme, à une harmo-

nisation des systèmes électoraux dans l'espace communautaire, en vue de rationaliser la gouvernance électorale.

La démocratie, la paix, la bonne gouvernance politique, l'Etat de droit et la prévention des conflits ont toujours été au cœur des préoccupations du Comité Interparlementaire. C'est dans ce cadre que cette institu-

tion collabore avec les huit parlements nationaux et procède, au titre de l'UEMOA, à l'observation des élections dans les pays membres. Il dispose en son sein d'un Conseil Parlementaire pour la Paix chargé de suivre la situation dans les pays membres et de contribuer à la prévention et à la résolution des crises.

Pour le président de l'Assemblée Nationale, le choix de Lomé vise à manifester " la reconnaissance du Comité Interparlementaire de l'UEMOA envers un Etat membre, le Togo, pour son engagement et son attachement à l'idéal d'intégration sous-régionale ". Le Comité Interparlementaire représente pour le Togo, le creuset de la diversité politique de notre Union, le vecteur essentiel de la prise en compte des aspirations

des populations de la sous-région dans le processus d'intégration conduit par l'UEMOA ", a-t-il ajouté.

" Cette 16^e session se tient à un tournant décisif de l'histoire de l'institution parlementaire de l'UEMOA. Il s'agit notamment de l'entrée en vigueur, depuis le 1^{er} février 2014, des textes relatifs au Parlement de l'Union qui ouvre des perspectives nouvelles au renforcement du volet parlementaire du processus d'intégration sous-régionale ", a expliqué le président du CIP, Victor Dangnon.

L'UEMOA est composée du Bénin, du Burkina Faso, de la Côte d'Ivoire, de la Guinée Bissau, du Mali, du Niger, du Sénégal et du Togo.

Carole AGHEY

Bolloré s'investit dans le social

Le groupe lance Blue line et crée "Blue zone"

Le Group Bolloré connu au Togo pour ses investissements au Port Autonome de Lomé notamment dans la construction du 3^e quai et l'aménagement et l'extension du terminal à conteneurs pour le rendre plus performant et booster notre économie, vient de s'illustrer dans le social à travers deux projets de taille : la blueline et la bluezone.

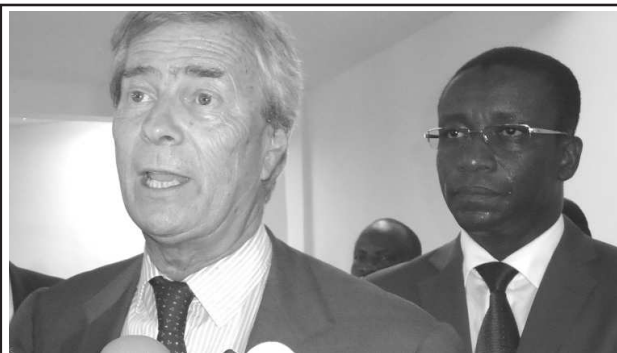
Le 26 avril 2014, le président Faure Gnassingbé et le patron de ce groupe, Vincent Bolloré, ont inauguré la nouvelle station Blueline et la première blueZone à Lomé, une centrale de stockage de l'énergie solaire. La cérémonie s'est déroulée en présence de plusieurs personnalités.

La blueline est un concept développé autour de la batterie LMP dont l'application la plus connue est Autolib. Cette batterie est adaptée aux conditions africaines pour la création des zones entièrement indépendantes en énergie, eau et Internet. Le Togo a eu le privilège d'accueillir la première bluezone du groupe.

C'est par train que le chef de l'Etat et le patron du Groupe sont arrivés à Cacaveli. Parti de la gare centrale des chemins de fer du Togo, le train qui a assuré le voyage inaugural avec à son bord les deux personnalités s'est immobilisé à la bluezone de Cacaveli.

Avec le lancement de la blueline et l'inauguration de la bluezone de Cacaveli, c'est un grand acte que le Groupe Bolloré vient de poser dans l'amélioration des conditions de vie des populations.

" Cela fait plus de trente ans que vous n'avez pas vu de trains circuler au Togo. Aujourd'hui, c'est manifestement un progrès important pour les populations, puisque comme vous le savez, ce train n'a pas vocation à s'arrêter ici ; il doit continuer vers le Burkina mais surtout, il doit aussi rejoindre le Bénin ...", a déclaré Vincent Bolloré.



PDG Vincent Bolloré et Charles Gafan (dt)

Pour lui, la bluezone est un progrès formidable"parce que grâce à ce panneau solaire et à cette boîte blanche, vous pouvez avoir de l'électricité gratuite. La particularité, c'est que grâce à cette électricité à laquelle vous pouvez vous brancher, vous pouvez aussi avoir de l'eau potable. On peut stocker l'énergie fournie par le soleil, la domestiquer et l'utiliser quand on veut". Il a expliqué que grâce à cette zone, certains auront la possibilité de suivre la coupe de l'Afrique, pour d'autres, d'avoir un dispensaire médical, et d'autres encore d'accéder à travers internet à une éducation, et aux échanges.

Les gens ont également la possibilité d'y aller charger leurs téléphones portables ou leurs ordinateurs portables. Il ya une salle internet pour permettre à ceux qui ne disposent pas d'ordinateurs d'aller se balader sur la toile. L'endroit sera tout le temps éclairé et il y aura de l'eau potable.

Blueline et Bluezone, selon Vincent Bolloré, constituent un ensemble de mélange des moyens de transport avec une révolution technologique qui offre la possibilité de stocker le soleil et de l'utiliser pour avoir de l'électricité, l'eau et internet.

" La rénovation du chemin de fer pour les Togolais c'est un moment très important parce que ça fait plus de 30 ans qu'il n'y a plus eu de train qui circule au Togo.", a estimé le PDG du groupe. " On a pensé qu'il y a une

autre révolution qui est en marche, c'est celle de l'énergie solaire. Nous avons inventé une batterie particulière placée dans un conteneur et qui permet de stocker le soleil quand il y en a et de le restituer quand vous en avez besoin ", souligne-t-il.

Dans les endroits où il n'y a pas d'électricité, elle offre la possibilité aux populations d'avoir de

quoi charger des machines, avoir de l'eau et surtout avoir accès à l'internet (50 ordinateurs), bref il s'agit d'une zone de vie. " C'est la première fois au monde que cette zone existe et c'est intéressant que ce soit à Lomé ", s'est réjoui le patron du Group Bolloré qui précise que c'est de façon désintéressée que son groupe vient tester les nouvelles technologies dans notre pays.

Créé depuis 1822, le groupe Bolloré est présent dans 55 pays dont 46 sur le continent africain.

Membre du Global Compact des Nations unies, Bolloré Africa Logistic a mis en place une véritable politique de développement durable, au cœur de sa stratégie. L'innovation est l'un des ses enga-

gements. Grâce aux nombreuses solutions qu'il a développées autour de la batterie, le groupe Bolloré déploie des solutions électriques intégrées à travers des blue zone, blue line mais aussi des bus électriques en Côte d'Ivoire et au Cameroun. Une première en Afrique.

Il importe de souligner que ce projet Blue Line et de Blue Zone est porté par les autorités togolaises et mise en œuvre par le groupe. " Nous allons accompagner la CFT, la compagnie ferroviaire locale, à relancer son exploitation pour s'inscrire dans le projet de boucle ferroviaire ", a assuré Vincent Bolloré.

Pierre Agbanda

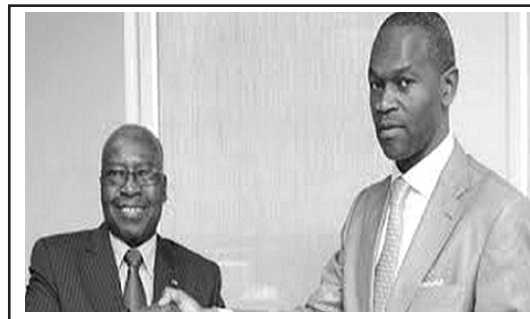
La Banque mondiale finance le PDC Plus et la PASMIN à 12,2 milliards FCFA

Le Togo a bénéficié du groupe de la Banque Mondiale d'un don d'un montant total de 1 2,2 milliards de FCFA. Ce don est destiné à appuyer le Projet de Développement Communautaire (PDC Plus) et le Projet d'Appui à la Santé Maternelle et Infantile de Nutrition (PASMIN), à hauteur respectivement de 5,7 milliards et 6,5 milliards de francs CFA.

La signature de ces deux accords de don est intervenue le mardi 6 mai 2014 au cabinet du ministère de l'Economie et des Finances à Lomé.

" L'appui au PDC Plus a pour objectif d'accroître ses activités relatives à la réalisation d'infrastructures socio-économiques de base pour les populations résidant dans les cantons les plus pauvres du Togo, et à poursuivre le programme de cantines scolaires pour environ 35 000 écoliers dans 150 écoles ", a indiqué le représentant de la Banque Mondiale au Togo, Hervé Assah.

Le financement du PASMIN



PDC Plus porte désormais à 14,3 milliards de francs CFA le montant reçu de cette institution financière pour ledit projet. La ministre du Développement à la Base, de l'Artisanat, de la Jeunesse et de

quant à lui, permettra d'améliorer la santé des femmes enceintes et des enfants dans les régions défavorisées du pays, à travers la lutte contre le paludisme, la réduction de la carence en fer chez les femmes enceintes et la réduction de la malnutrition chronique et aiguë.

Ces accords qui visent l'amélioration des conditions de vie des populations togolaises, sont l'expression du souci de la Banque Mondiale de soutenir le gouvernement togolais dans ses efforts pour "promouvoir le développement à la base et permettre aux communautés les plus pauvres de prendre en charge leur propre développement".

Le financement additionnel du

l'Emploi des Jeunes, Victoire Tomégah-Dogbé, s'est réjouie de ce nouveau don de la Banque Mondiale, soulignant que ces fonds permettront de créer 10 000 emplois en augmentant le nombre des microprojets à réaliser à travers des travaux à haute intensité de main d'œuvre.

Présent à cette cérémonie, le ministre de l'Economie et des Finances, Adjé Otéth Ayassor, a indiqué que ces deux accords permettront au Togo " d'accélérer la mise en œuvre des interventions à haut impact dans les domaines de la réduction de la pauvreté et de la santé ".

P.A.

Médias/Renouvellement du bureau du CONAPP :**Une nouvelle équipe dirigée par Jean-Paul Agboh-Ahouléte pour redynamiser la presse togolaise**

Elu à la tête du Conseil National des Patrons de Presse du Togo (CONAPP) le 18 avril dernier en remplacement de Jacques Djakouti, Jean-Paul Agboh-Ahouléte, le directeur de publication du bimensuel "Focus Infos" et son équipe de dix membres en plus de deux commissaires aux comptes ont un énorme défi à relever, celui de l'unité et de la cohésion d'une presse " plurielle, diverse, libre, professionnelle et prospère ".

Autopsie de la nouvelle équipe dirigeante du CONAPP

L'assemblée générale du CONAPP qui a eu lieu le 18 avril dernier à la Maison de la presse à Lomé, s'est déroulée dans une bonne ambiance, avec des débats parfois houleux. Au sortir de ces assises, un nouveau bureau de dix membres et deux commissaires aux comptes a été élu.

Aux commandes de l'organisation pour les deux prochaines années, Jean-Paul Agboh-Ahouléte, directeur de publication du bimensuel "Focus Infos". Au poste de secrétariat général, on retrouve Fabrice Pétchézi,



Les membres du bureau élu du CONAPP

directeur de publication de l'hebdomadaire "Le Libéral". Hugues Eric Johnson, directeur de publication du bihebdomadaire "L'Union Pour la Patrie", tient la trésorerie du CONAPP, alors que la seule femme du bureau, Mme Ambroisine Mémédé A., directrice de la Rédaction de l'Agence Savoir News, est élue au poste de secrétaire générale adjointe. Au poste de trésorier général adjoint chargé des projets, on retrouve Dumashi Robert de l'hebdomadaire La lanterne, alors que Tomégah Raphaël (quotidien Nouvelle expression) et Bamazé Eugène (Radio Carré jeunes) sont respectivement 1er et 2ème conseiller du CONAPP. Les

deux commissaires aux comptes sont Germain Pouli (Togo Réveil) et Vivien Tomi (Plume Libre).

Cette équipe surnommée déjà de "gros calibre" a certes des capacités de relever les défis là où l'ancienne équipe a failli.

Le nouveau bureau place son mandat sous une gouvernance participative et inclusive. Face à lui des chantiers pas des moindres, notamment des plaidoyers en vue de la mise en œuvre par l'Etat, des dispositions du Code de la Presse, notamment son article 5, relatif aux avantages d'ordre économique et financier qui peuvent se présenter sous forme d'aides

au moyen de tarifs préférentiels ou de détaxe en matière de téléphone, de télécopie, de courrier, de transport etc., ou encore de l'application effective de l'Accord de Florence et du Protocole de Nairobi, destinés à faciliter l'importation d'objets à caractère éducatif, scientifique ou culturel, en réduisant les obstacles en matière de tarifs, de taxes, etc. La revue à la hausse de l'aide de l'Etat à la presse devrait être aussi l'un des objectifs de ce combat...

Les défis du nouveau bureau

En effet, le Conseil né en 2007 de la fusion des organisations représentatives des dirigeants de médias, notamment le CTEP (Conseil Togolais des Editeurs de Presse (CTEP), l'Association Togolaise des Patrons de Presse (ATOPAP), l'Organisation des Editeurs de Presse Indépendante (OREPI) et l'Union des Radios et Télévisions (URATEL), qui ne partagent plus les mêmes idéaux. Certaines organisations telles le CTEP et l'URATEL, ont pris déjà leur indépendance vis-à-vis du Conseil, fragilisant du

coup ce dernier.

Mais cela ne devrait pas être la difficulté majeure quand on sait que le vrai problème est celui de personnes, donc résoluble.

Le CONAPP qui a pour but premier la défense des intérêts de ses membres, devrait, spécifiquement, contribuer à la préservation et au renforcement du cadre législatif et réglementaire libéral de notre profession mais également mener des actions et plaidoyers en vue de créer les conditions d'un environnement économique et social permettant à nos entreprises d'être prospères et performantes.

Ainsi, le premier défi est le combat pour un retour à l'unité et à la cohésion de l'ensemble de la corporation, ainsi que la création d'un environnement économique propice à la rentabilité des organes. Mais déjà l'on a en ligne de mire les états généraux de la presse qui devront baliser la voie pour une réorganisation de la corporation. Cette réorganisation passe par une analyse critique des différents problèmes que rencontre le monde de la presse.

JPB

Célébration de la journée du 3 mai**Le CONAPP invite tous les acteurs à renforcer la liberté de presse et à préserver le cadre libéral en vigueur**

A l'occasion de la Journée mondiale de la liberté de la presse, célébrée chaque 3 mai, le bureau nouvellement élu du Conseil National des Patrons de Presse (CONAPP), à travers un communiqué de presse rendu public la veille, a réaffirmé son attachement à la liberté de la presse, en invitant tous les acteurs " à ne ménager aucun effort pour renforcer cette liberté et à préserver le cadre libéral aujourd'hui en vigueur ".

Le patronat de la presse a

également souhaité que le processus en cours devant conduire aux Etats Généraux de la Presse annoncés par le gouvernement, soit le plus inclusif possible afin de garantir les chances d'une parfaite réussite de cette initiative qui mérite d'être saluée.

Pour ce faire, le président du CONAPP, Jean-Paul Agboh-Ahouléte convie toutes les organisations des promoteurs des médias à des concertations, en vue d'aboutir à une plateforme minimale, à même d'assurer les intérêts des entreprises

de presse à l'issue des travaux des Etats Généraux de la Presse.

Le CONAPP a eu une pensée particulière pour les journalistes du monde entier, victimes de répression ou privés du droit d'exercer librement leur métier.

Rappelons que la célébration de la journée du 3 mai est placée cette année sous le thème : " La liberté des médias pour un avenir meilleur : contribuer à l'agenda de développement post - 2015 ".

Pierre A.

Lancement des activités de l'association "Jeunes Vaillants"

Mise en place le 1er janvier 2014, l'Association " Jeunes Vaillants " (JV) a pour but d'aider les personnes démunies, les orphelins, les handicapés et les malades sans moyens, en leur apportant un minimum de soutien moral, logistique et autres. Il s'agit pour elle de contribuer à lutter contre la pauvreté dans notre environnement proche et de donner l'exemple aux générations suivantes. La cérémonie de lancement officiel des activités de cette association s'est déroulée le 24 avril dernier à l'hôtel Eda

Oda à Lomé.

Selon le porte-parole, Edem Kouété Afoutou, l'idée d'aider les personnes démunies est née du constat selon lequel la jeunesse est la couche la plus frappée par la pauvreté déjà généralisée dans le monde.

On dit souvent qu'on n'a pas besoin de milliards pour faire du bien, l'association en donne la preuve. Elle fonctionne sur fonds propres. Les cotisations et donations des membres actifs constituent ses sources uniques qui lui permettent de mener à bien ses

actions. Elle donne le maximum qu'elle peut pour aider.

"Nous voulons créer un centre d'accueil, il faut que la société grandisse. Les bonnes volontés doivent se manifester, car la mission est à la fois noble et exaltante! Nous avons besoin de tout le monde pour atteindre nos objectifs", a déclaré M. Afoutou.

L'association est apolitique, ouverte à tous les jeunes du Togo et de la diaspora.

" Nous n'avons pas besoin de tout l'or du monde pour donner un sourire ", tel est son slogan.

Carole AGHEY

COMMUNIQUÉ DE PRESSE DE LA JEUNESSE EN ACTION POUR L'ETAT DE DROIT AU TOGO (JAEDT)

Personne ne peut ignorer que notre cher pays vient de loin, et ceci c'est grâce aux acteurs politiques et quelques organisations de droit de l'homme qui ont voulu un temps soit peu manifesté leur bonne volonté de porter leur pierre à la construction de l'édifice tout en prônant la NON-VIOLENCE et la RECONCILIATION. Nous sommes sans savoir que la démocratie est à la fois un idéal et un mode de gouvernement qui reposent sur les exigences de la morale, de la liberté et de la justice.

La JAEDT est dans le vif regret de constater que certains acteurs qui animent les réseaux sociaux tels que le Facebook, Twitter, blog... au lieu d'éduquer la population au civisme, s'érige plutôt à un incivisme notoire dans le but d'intoxiquer l'opinion.

Oui, la JAEDT reconnaît et respecte la liberté d'expression dans un Etat de droit mais dénonce et condamne vigoureusement cette pratique cavalière dont continue de faire usage quelques animateurs de réseaux sociaux notamment Mathieu Cichocki ou Mat Cichocki, d'origine Français, dans le seul but de créer une révolution au sein du paisible peuple togolais.

La JAEDT n'est pas contre la liberté de la presse mais injurier un chef d'état, le menacer de mort n'est pas normal il ne peut pas le faire à son président François Hollande ou le menacer, il sera condamner pour cela.

Par ailleurs, la JAEDT a été surprise de constater que le gouvernement et l'opposition se sont dérobés à leurs responsabilités et ont préféré convaincre l'électorat par des visites de proximité au lieu de dire non à

cette machine d'intoxication.

Pour mémoire, la JAEDT rappelle que c'est cet individu qui a semé la confusion totale au sein de l'opinion nationale et internationale, en annonçant l'année dernière la mort du Président de la République en Israël, sachant bien que l'information n'est pas vérifiée et d'ailleurs qui était fausse. Il continue dans cet ordre d'idée en attribuant des diverses maladies au Chef de l'Etat et actuellement il annonce qu'il est venu pour l'enterrer, et tout ceci sur sont blog peuples.observateurs2010.over-blog.com. Nul ne sait d'où il détient ces informations, mais la JAEDT, trouve cela indigne de porter atteinte à la réputation d'un Chef d'Etat en exercice, car pour ce fait c'est une injure à l'endroit de tout le peuple togolais.

A cet effet la JAEDT dans le souci de restaurer le civisme, exhorte Mathieu CICHOCKI :

- A respecter le peuple togolais, en arrêtant d'écrire des médisances à l'endroit du Chef de l'Etat,
- A restaurer la vérité dans l'immédiat et sans condition,
- A proscrire sur toutes ses formes la violence verbale et des injures, Faute de quoi, la JAEDT se trouvera dans l'obligation de porter plainte à l'ambassade de France contre ce français qui a pour but de diviser les togolais.

D'ores et déjà, la JAEDT lance un appel solennel aux internautes et à l'opinion de rester vigilant à toutes informations sur le net.

Fait à Lomé, le 05 MAI 2014
Pour le bureau national,
Le Chargé à la communication
Yannick ADJANGBA

REPUBLIQUE DU TOGO

Travail - Liberté - Patrie

MINISTÈRE DES ENSEIGNEMENTS PRIMAIRE, SECONDAIRE ET DE L'ALPHABÉTISATION



agetur - togo

Agence d'Exécution des Travaux Urbains du Togo à Haute Intensité de Main d'Oeuvre

PROJET "AMÉLIORATION DE L'ACCÈS ET DE LA QUALITÉ DE L'ÉDUCATION DE BASE" BID ÉDUCATION III

TRAVAUX D'EXÉCUTION ET D'ÉQUIPEMENT DE CENT (100) FORAGES POSITIFS
DANS LES ÉTABLISSEMENTS SCOLAIRES AU TOGO

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL N°002/BID III/MEPS/AGETUR-T OGO/2014

Lomé, le 30 avril 2014

B.P. : 80267 LOME - TOGO

1. Le Gouvernement de la République Togolaise (dénommé " l'Emprunteur ") a reçu un financement auprès de la Banque Islamique de Développement (BID), en vue de financer le coût du Projet " Amélioration de l'Accès et de la Qualité de l'Education de Base ", et se propose d'utiliser une partie des fonds de ce don pour effectuer des paiements autorisés au titre des marchés des " TRAVAUX D'EXECUTION ET D'EQUIPEMENT DE 100 FORAGES POSITIFS AU TOGO ".

2. Le gouvernement, représenté par le ministère des Enseignements Primaire et Secondaire (MEPS), en accord avec la Banque Islamique de Développement, a désigné l'Agence d'Exécution des Travaux Urbains du TOGO (AGETUR-TOGO) comme maître d'ouvrage délégué.

3. L'AGETUR-TOGO, agissant pour le compte du Ministère des Enseignements Primaire et Secondaire, sollicite des offres fermées de la part de candidats éligibles et répondant aux qualifications requises pour la réalisation de nouveaux forages répartis comme suit :

Lot 1 : Région Maritime et des Plateaux : Réalisation de 47 forages positifs équipés de pompes à motricité humaine,

Lot 2 : Région Centrale, de la Kara et des Savanes : Réalisation de 53 forages positifs équipés de pompes à motricité humaine,

Le délai d'exécution des travaux est fixé à quatre (4) mois.

Un soumissionnaire ne peut être attributaire des deux lots que s'il répond à toutes les exigences pour l'attribution des lots.

Les variantes ne seront pas autorisées.

4. La passation du Marché sera conduite par Appel d'Offres National tel que défini dans le Code des Marchés publics en vigueur et ses textes d'application, et ouvert à tous les candidats éligibles.

5. Les candidats intéressés peuvent obtenir des informations complémentaires tous les jours ouvrables à l'adresse suivante :

Direction Technique de l'AGETUR-TOGO

1337, Bd Jean Paul II, Tokoin Wuiti

Tél. : (228) 22 26 14 46 / 22 26 46 84

Fax : (228) 22 26 46 53

E-mail: ageturtogo@yahoo.fr / ageturinfo@agetur-togo.com

6. Les exigences en matière de qualifications sont :

" Etre ressortissant d'un Pays répondant aux critères d'éligibilité définis dans l'édition en vigueur des Directives de la BID;

" Conditions légales de l'entreprise;

" Situation financière de l'entreprise;

" Disponibilité du matériel et du personnel qualifié pour l'exécution des travaux.

(Voir les DPAO pour les informations détaillées).

7. Les candidats intéressés peuvent consulter gratuitement le dossier d'appel d'offres complet ou le retirer à titre onéreux contre paiement d'une somme non remboursable de cent mille francs **(100 000) F CFA de 8H à 12H et de 15H à 17H** à l'adresse mentionnée ci-haut à partir du 30 avril 2014. La méthode de paiement se fera par versement en espèces ou par virement sur le compte **N° 7010 1214 0033 5602** ouvert au nom **d'AGETUR-TOGO** fonctionnement" chez ECOBANK-TOGO. Le Dossier d'Appel d'offres sera remis de main en main.

Le Dossier d'Appel d'Offres sera également disponible en support électronique. Pour le retrait, chaque soumissionnaire pourra se munir d'une clé USB.

8. Les offres devront être soumises à l'adresse ci-après Direction Générale de l'AGETUR-TOGO, Lomé-TOGO au 1337, Bd Jean Paul II, Tokoin Wuiti-Lomé au plus tard **le mardi 03 juin 2014 à 09h TU**. Les offres en retard ne seront pas acceptées.

9. Les offres doivent être accompagnées d'une garantie de soumission émise par une banque de la place, d'un montant égal à sept millions cinq cent mille (7 500 000) FCFA pour chaque lot. Cette garantie demeurera valide vingt-huit (28) jours après la durée de validité des offres.

10. Les candidats resteront engagés par leur offre pendant une période de cent vingt (120) jours, à compter de la date limite du dépôt des offres comme spécifié au point 19.1 des IC et au DPAO.

11. Les offres seront ouvertes à la salle de conférence de l'AGETUR-TOGO en présence des représentants des soumissionnaires qui souhaitent assister à l'ouverture des plis **le mardi 03 juin 2014 à 09H TU**.

Le Directeur Général de l'AGETUR-TOGO

OFFRES ILLIMITEES ET BAISSSES A GOGO!

Savez-vous pourquoi tant de gens nous font confiance? Grâce à nos baisses continuelle de tarifs et à nos offres réellement illimitées, nous avons mis nos clients d'accord sur notre volonté de réduire leurs dépenses en communication.



LE COÛT DU TELEPHONE ILLICO ET CHEMOI

En matière de réduction de tarifs et de promotions, TOGO TELECOM a rendu la vie belle à ses clients.

En 2005, le coût de l'impulsion du téléphone fixe, CHEMOI était de 100 F CFA. Aujourd'hui, il est de 36 F CFA seulement. Soit plus de 50% de réduction. Prenons l'exemple des appareils illico. En 2006, un appareil illico coûtait au moins 100 000 F CFA sans la carte SIM. Aujourd'hui, il est à 10 000 F CFA seulement avec la carte SIM.

LE COÛT DE HELIM

Pareil pour la clé HELIM NOMADE qui, en l'espace de 2 ans, est passée de 64 900 F CFA à 45 000 F CFA puis à 24 995 F CFA aujourd'hui. Parallèlement, les coûts des forfaits mensuels ont subi plus de 50% de réduction. Par exemple,

le forfait de 1 Go en volume coûtait 23 600 F CFA en 2010. Aujourd'hui, pour ce même prix, vous avez 5 Go. Toujours en 2010, le forfait volume de 512 Mo coûtait 12 000 F CFA. Aujourd'hui, avec 15 390 F CFA, vous avez un forfait mensuel illimité avec une vitesse de téléchargement de 1,2 Mb/s.

Quant à HELIM FIXE, le débit de 2Mb/s (réservé aux professionnels) coûtait 1 019 520 F CFA en 2010 sans compter les frais d'accès qui s'élevaient à 630 000 F CFA. Aujourd'hui, les frais d'accès coûtent seulement 23 600 F CFA et le forfait de 2Mb/s est accessible aux grand public à partir de 79 580 F CFA.

OFFRES ILLIMITEES A GOGO

En ce début d'année 2014, Togo Telecom a confirmé ses intentions: pour accéder aux TIC, nul besoin d'être un pacha. Avec WEEK END KDO, OFFRES SOIREES ILLIMITEES et même le profil ROSE, vous êtes sûrs d'économiser encore et encore tout en communiquant sur un réseau de qualité. Côté Internet, même son de cloche: quel que soit le support utilisé, vous pouvez bénéficier de nos forfaits mensuels illimités tout en choisissant la vitesse de téléchargement qui vous convient.

APPELEZ VITE LE 112 POUR PLUS DE RENSEIGNEMENT!

CHAQUE SOIR, DU BONHEUR!

Chez TOGO TELECOM, les offres illimitées se suivent et ne se ressemblent pas. Si vous n'êtes pas au courant des soirées illimitées, c'est le moment de cliquer.

Chaque semaine vous bénéficiez de la promotion Weekend illimité mais, savez-vous qu'il est possible d'économiser encore?

OFFRES ILLIMITEES ACCUMULEES

Depuis quelques mois, il est possible d'activer des communications illimitées n'importe quel jour de la semaine. Si vous voulez le faire chaque semaine, c'est également possible. Sur votre illico, tapez la formule juste et vous voilà en Soirées Illimitées. Vous pouvez téléphoner gratuitement chaque jour de la semaine entre 20h30 et 6h00 du matin. C'est simple et c'est tout de suite.

QUELS FORMULES?

Il existe deux soirées illimitées: JOUR et HEBDO. Pour activer l'offre Soirées illimitées HEBDO (semaine), tapez la formule 887*1*12# si vous êtes profil BLEU ou 887*1*21# si vous êtes dans le profil ROSE. Vous bénéficiez alors de



communication gratuite chaque soir de 20h30 à 6h00 à partir du jour de l'activation jusqu'au vendredi suivant. Pour activer l'offre Soirée illimitée JOUR, tapez la formule 887*1*13# si vous êtes profil BLEU ou 887*1*31# si vous êtes profil ROSE. Le jour de

l'activation, vous bénéficiez d'une communication gratuite entre 20H30 et 6H00. En JOUR, l'activation vous coûte 300 F CFA. En HEBDO, l'activation vous coûte 1000 F CFA.

INTERFERENCE AVEC WEEK END ILLIMITE ?

Le fait d'activer les offres soirées illimitées ne vous empêche pas d'activer l'offre Week end illimité. En effet, les soirées illimitées prennent fin vendredi. Vous pouvez, à ce moment tapez la formule du Week end illimité. En conclusion, TOGO TELECOM vous offre donc des communications gratuites chaque jour de la semaine et chaque semaine. Vous voulez vérifier ? Tapez les formules justes.

POUR PLUS DE RENSEIGNEMENTS APPELEZ LE 112 !